

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Royaume Uni :

11 300 euros de frais annuels d'inscriptions à l'Université !

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 21 novembre 2010

Démocratie & Socialisme

Le gouvernement conservateur de David Cameron veut autoriser les universités à percevoir jusqu'à 9 000 livres de frais d'inscriptions annuels par étudiant. Jusque là, ces frais étaient « plafonnés » à 3 290 livres soit 3 777 euros.

9 000 livres, cela représente 11 300 euros par an, près de 1 000 euros par mois ! Combien de familles, dans notre pays, pourraient dans de telles conditions permettre à leurs enfants de poursuivre des études universitaires ?

Ce que programme une telle augmentation, c'est une université réservée aux seuls enfants de riches. Elle s'est heurtée aux manifestations étudiantes les plus massives qui aient jamais eu lieu au Royaume-Uni avec 50 000 étudiants et professeurs à Londres où des manifestants ont fracassé la vitrine du siège social des Conservateurs.

Ce n'est que l'aspect le plus voyant (grâce aux manifestations étudiantes) du « plan d'austérité » mis en oeuvre par les Conservateurs. Des milliards de livres de coupes dans les budgets sociaux ont été annoncés : allocations chômage, allocations logements, aides aux handicapés... Le taux de la TVA augmente de 17,5 % à 20 % frappant en premier lieu les plus pauvres, ceux qui ne peuvent épargner et sont obligés de dépenser chaque mois tout ce qu'ils gagnent. Dans le même temps, l'impôt sur les sociétés baisse de 24 à 22 % ! Quant aux chômeurs, ils seront privés de toute allocation s'ils refusent une seule offre d'emploi et devront travailler gratuitement un mois par an : c'est le retour au XIXe siècle et au travail forcé. Pour couronner le tout, 500 000 emplois publics seront supprimés en moins de 5 ans.

La dette publique prétexte à de nouvelles coupes claires dans les budgets sociaux

La dette publique britannique atteint 100 % du PIB. Cette augmentation est due à la crise immobilière, financière et bancaire particulièrement dure qui a frappé le Royaume-Uni. La première banque à faire faillite lors de la crise 2007-2009 était une banque britannique, la Northern Bank. L'Etat britannique a dépensé des centaines de milliards de livres pour renflouer la City, les spéculateurs et les banques, nationalisant les pertes et reprivatisant les banques dès qu'elles redevenaient bénéficiaires.

Aujourd'hui, pourtant, ce ne sont pas aux banques et aux spéculateurs que les Conservateurs demandent de se saigner aux quatre veines pour renflouer les finances publiques, mais aux salariés, aux retraités, aux chômeurs britanniques qui n'y sont pour rien. Les spéculateurs continuent, au contraire, à spéculer avec l'argent que l'État leur a versé pour se renflouer. Ils gonflent ainsi de nouvelles bulles spéculatives et préparent de nouvelles catastrophes. Pourquoi se gêneraient-ils puisque c'est à d'autres que l'État britannique demande de payer l'addition de leurs débordements et de leur cupidité ?

Un salariat britannique privé de droit de grève

Si jusqu'à présent les réactions à ce plan d'austérité ne sont pas plus fortes, c'est tout simplement parce que les salariés britanniques n'ont (en pratique) plus de droit de faire grève.

La législation interdisant, de fait, la grève a été votée après la défaite de la grève des mineurs en 1985, sous le gouvernement de Margaret Thatcher. Le leader de la droite travailliste, Anthony Blair, une fois arrivé au pouvoir en

1997, s'est bien gardé de revenir sur les lois de Thatcher qui étranglaient le salariat.

Nous voilà prévenus de ce que la droite nous prépare en France

Sarkozy espérait bien (il l'avait annoncé au début de son quinquennat) imposer au salariat français une défaite d'une aussi grande ampleur que celle qu'avait subie le salariat britannique en 1985. Il appelait cela un « mai 68 à l'envers ».

Il voulait faire de sa contre-réforme des retraites l'occasion de ce « mai 68 à l'envers ». Il voulait, dans la foulée, s'attaquer au droit de grève et nous imposer un plan d'austérité aussi dur pour le salariat de notre pays que le plan britannique.

Ce n'est pas exactement ce qui se passe.

Loin d'essayer d'interdire le droit de grève, Sarkozy fait profil bas. Fini, pour le moment du moins, le dialogue avec les Français, les yeux dans les yeux et le sourire en coin. Si l'on en croit nos chaînes télévisées, il ne semble plus s'intéresser qu'au 11 novembre ou au G20.

Le remaniement ministériel, même si les principaux médias ont essayé d'en faire un évènement, ne trompe personne. Tout le monde s'en fiche puisque Sarkozy a succédé à Sarkozy, Fillon à Fillon....mais cela n'a pas empêché que les divisions de la droite apparaissent au grand jour.

Quant au Medef, il essaie de ne pas entamer le 25 novembre (comme prévu) la négociation sur les retraites complémentaires du secteur privé mais souhaite attendre des jours meilleurs, plus calmes, au mois de mars par exemple.

Sarkozy, la droite, la classe dominante ont entrevu, surtout au cours des deux derniers mois, ce qu'était l'énorme puissance du salariat et de la jeunesse mobilisés. Ils savent que la grève générale était proche. Ils savent qu'une étincelle pourrait mettre le feu aux poudres. Ils marchent donc sur des oeufs.

Ils espèrent bien, cependant, comme le fait la classe dominante partout en Europe, prendre prétexte de la crise et du gonflement de la dette publique, pour mener encore plus loin leurs attaques contre l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, les services publics... Ils sont, pourtant, avec les banques et les spéculateurs, les seuls responsables de cette crise et du gonflement de la dette publique qui s'en est suivi.

Jean-Jaques Chavigné